

Arrêté préfectoral du 13 AOÛT 2025
abrogeant l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 en application
de l'article L.171-8 du code de l'environnement à VALTORET ENERGIES
pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire
des communes de SAINT-AMANS-VALTORET

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 541-43 et R. 541-45 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- Vu** le décret du président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement à VALTORET ENERGIES pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de SAINT-AMANS-VALTORET ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 16 juillet 2025, faisant suite à la visite d'inspection de l'installation réalisée le 17 juin 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a apporté la preuve que la gestion des déchets dangereux est assurée par une entreprise dûment autorisée à les prendre en charge ;

CONSIDÉRANT dès lors que les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 susmentionné sont respectées, permettant ainsi la levée de la mise en demeure ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général

- ARRÊTE -

Article 1 –

L'arrêté préfectoral du 4 novembre 2024 susmentionné, portant mise en demeure à l'encontre de la société VALTORET ENERGIES les prescriptions applicables pour son installation située sur le territoire de la commune de SAINT-AMANS-VALTORET, est abrogé.

Article 2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de SAINT-AMANS-VALTORET pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées et le maire de la commune de SAINT-AMANS-VALTORET, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société VALTORET ENERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33130 BEGLES.

Fait à Albi, le 13 AOUT 2025

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to read 'Simoès', is written over a horizontal line.

Sébastien SIMOES